

• (1425)

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de me rendre à St Anthony. Si les pêcheurs de St Anthony pouvaient compter sur les services d'un représentant crédible à la Chambre, leur député pourrait nous dépeindre la situation qu'ils vivent actuellement, au lieu de lancer des affirmations ridicules selon lesquelles la pêche côtière à Terre-Neuve aurait été désastreuse cette année. Le député avance des allégations fausses et ne donne aucune preuve à l'appui.

Dans le cas de Terre-Neuve, notre gouvernement tente de lui transmettre, à elle et aux quatre autres provinces de l'Atlantique, un milliard de dollars par l'entremise de l'Agence de promotion économique de l'Atlantique, mais le député a lui-même voté à la Chambre contre ce projet de loi, que le parti libéral du Canada tente encore de saboter au Sénat. Malgré cela, cette année, 132 projets et des dépenses d'environ 40 millions de dollars ont été approuvés dans le cadre de ce programme à Terre-Neuve et au Labrador. Le véritable ennemi de la population de Terre-Neuve et du Labrador, c'est le parti libéral.

Pourquoi le député n'annonce-t-il pas dans quelle circonscription il se présentera aux prochaines élections? Il n'a même pas le courage d'annoncer qu'il se présentera dans sa propre circonscription. Il s'apprête à user de stratégie.

**Mme Copps:** Occupe-toi de tes concombres, Crosbie.

\* \* \*

[Français]

### LE LIBRE-ÉCHANGE

LA FERMETURE DE LA COMPAGNIE SIMONDS DE GRANBY—LA MISE À PIED DE NOMBREUX EMPLOYÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre du Commerce international qui mettait mon collègue au défi de trouver un drame humain véritable.

Monsieur le Président, vendredi, 131 travailleurs de la compagnie Simonds, à Granby, ont été avisés que leur usine fermerait ses portes parce que la compagnie Simonds rapatriait toutes ses opérations aux États-Unis, dans l'esprit du libre-échange, pour avoir de l'économie d'échelle, et que l'Amérique serait servie, de Hitchburg au Massachusetts.

Je demande au ministre du Commerce extérieur quel programme et quelle réponse il a pour les 131 travailleurs qui sont les 131 premières victimes du libre-échange.

[Traduction]

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le libre-échange n'a pas fait de victimes et il n'en fera pas, surtout si le Parlement adopte l'accord et

### Questions orales

que celui-ci est mis en oeuvre. Il n'y aura pas de victimes. S'il est adopté, l'accord va profiter à 26 millions de Canadiens.

Le député ose m'interroger sur les victimes du libre-échange alors que l'accord conclu entre le Canada et les États-Unis n'est pas encore en vigueur et que, de l'aveu même du député, son parti y fera obstruction puisqu'il a demandé au Sénat de bloquer le projet de loi. Les libéraux veulent passer outre aux coutumes constitutionnelles. La prochaine étape consiste à demander au gouverneur général de supplanter le gouvernement. Cette façon de faire serait tout aussi démocratique. Ils vont peut-être faire pression sur le Royaume-Uni pour que, là aussi, la reine prenne le pouvoir.

[Français]

### LA POSITION DU MINISTRE

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Imaginez-vous, si vous étiez un père de famille qui vient de recevoir son avis de mise à pied, qui entend les stupidités du ministre...

Monsieur le Président, même les «supporteurs» du libre-échange...

**M. le Président:** Est-ce que l'honorable député veut poser sa question, s'il vous plaît?

**M. Lapierre:** Ma question supplémentaire au ministre du Commerce extérieur est celle-ci: Qu'a-t-il à répondre aux 131 chefs de famille qui, à partir de novembre, n'auront plus leurs emplois parce que leur compagnie américaine a décidé de fermer sa filiale et de suivre les principes du libre-échange, l'économie d'échelle, l'économie de volume et surtout la centralisation de ses opérations dans une usine aux États-Unis? Qu'a-t-il à dire à ces pères de famille qui sont dans la cinquantaine et qui ont des bouches à nourrir?

[Traduction]

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Il serait intéressant, monsieur le Président, de connaître la situation exacte en ce qui concerne l'établissement dont parle le député. Aucune usine de Granby ni d'ailleurs ne peut fermer ses portes à cause de l'accord de libre-échange canado-américain puisque celui-ci n'est pas encore en vigueur. Un employeur pourrait être tenté d'utiliser cette excuse, car il est toujours plus facile de blâmer quelqu'un d'autre au lieu d'encaisser les reproches qu'on reçoit.

Cela me fait penser à la lettre de Robert White, dans laquelle le président des Travailleurs canadiens de l'automobile attribuait à l'accord de libre-échange la fermeture d'une usine de Lindsay, en Ontario. En réalité, l'accord n'était pas du tout en cause et la société en question avait simplement muté ses 86 employés à une autre de ses usines ontariennes. Le député d'en face et le NPD sont beaucoup trop friands de ces tactiques mesquines.